# Pourquoi des Casques bleus burundais craignent de rentrer au pays ?

Editions Le Pays, 17 aoÃ»t 2016 Refus de Casques bleus burundais de rentrer au bercailÂ : Encore une mauvaise publicitÃ© pour Nkurunziza Tout rÃ©cemment, de jeunes soldats burundais, au terme dâ€™une mission Ã lâ€™Ã©tranger, plu particuliÃ¨rement en Somalie, ont refusÃ© de rentrer au bercail. Ces 4 jeunes officiers, pour Ãªtre prÃ©cis, disent craindre pour leur vie dÃ¨s quâ€™ils fouleront le sol burundais. La question que lâ€™on peut se poser est de savoir si ces craintes sont fondÃ©es oÃ¹ si elles relÃ¨vent dâ€™une vue de lâ€™esprit.

La premiÃ¨re hypothÃ¨se pourrait Ãªtre privilÃ©giÃ©e et ce, au regard des considÃ©rations suivantesÂ : dâ€™abord, depuis q Pierre Nkurunziza a froissÃ© et jetÃ© Ã la poubelle lâ€™accord dâ€™Arusha pour sâ€™octroyer un troisiÃ¨me mandat, le Buru sâ€™apparente au Chili Ã lâ€™Ã©poque du GÃ©nÃ©ral Pinochet. En effet, emprisonnements arbitraires, tortures, portÃ©s dis assassinats de personnalitÃ©s civiles comme militaires, sont devenus le menu quotidien que le pouvoir de Nkurunziza sert Ã bien des Burundais. Et pour Ã©chapper Ã ce climat de terreur oÃ¹ des individus de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, connus sous le nom dâ€™ImbonerakurÃ©, ont laissÃ© libre cours Ã leur instinct de tueurs, une foultitude de Burundais ont dÃ» prendre le chemin de lâ€™exil. Le Burundi de Pierre Nkurunziza a tous les attributs dâ€™un vÃ©ritable Etat policier Ensuite, la deuxiÃ¨me considÃ©ration qui milite en faveur du refus des jeunes soldats de regagner le bercail au terme de leur mission en Somalie, peut se fonder sur lâ€™Ã©valuation de la situation sÃ©curitaire faite par la communautÃ© internationa et les organisations indÃ©pendantes de dÃ©fense des droits de lâ€™Homme. Tous ces acteurs sont unanimes pour Â reconnaÃ®tre et dÃ©plorer ceci au pays de lâ€™ex-professeur de gymnastiqueÂ :Â Â«Â une rupture complÃ¨te de lâ€™Etat ainsi quâ€™un Ã©tat de tension politiqueÂ permanenteÂ». Ces propos sontÂ ceux de SÃ©bastien TouzÃ©, rapporteur du Com Nations unies au Burundi. Le comitÃ© se dit, par ailleurs, troublÃ© par le chiffre de 348 exÃ©cutions extrajudiciaires perpÃ©trÃ©es en un an depuis le dÃ©but des violences liÃ©es au processus Ã©lectoral. Les Nations unies sont donc formelles sans ambiguÃ¯tÃ©Â : le Burundi de Pierre Nkurunziza a tous les attributs dâ€™un vÃ©ritable Etat policier. Plus grave encore, f remarquer la structure de Ban Ki-Moon, des indications laissent penser que les tortures et autres actes de violence sont dirigÃ©s avant tout contre une ethnie. A ce sujet, lâ€™on peut se permettre de nuancer les choses. Car, le dictateur a dans son collimateur tous les Burundais qui ont optÃ© de dÃ©fendre la dÃ©mocratie contre lâ€™arbitraire et la dictature et ce, indÃ©pendamment de leur appartenance tribale ou politique. Dâ€™ailleurs, ce serait faire le jeu du dictateur que de rÃ©duire la problÃ©matique de la crise burundaise Ã une dimension ethnique. Car le satrape ne se fera aucun scrupule pour instrumentaliser son ethnie Ã lâ€™effet de renforcer sa dictature en divisant les Burundais sur la base de critÃ¨res dâ€™un autr Ã¢ge. De ce qui prÃ©cÃ¨de, lâ€™on peut se permettre de partager les raisons pour lesquelles les jeunes soldats ont choisi de ne pas obÃ©ir aux ordres de la hiÃ©rarchie militaire. A lâ€™appui de leur argumentaire, ils ont invoquÃ© le cas dâ€™un de leur frÃ¨res dâ€™armes qui, de retour dâ€™une mission en RÃ©publique centrafricaine, a Ã©tÃ© purement et simplement tuÃ© par brigades de la mort du pouvoir. Naturellement, lâ€™on pouvait sâ€™attendre Ã ce que le gouvernement balaie dâ€™un revers main les dires des 4 jeunes soldats. Et câ€™est ce quâ€™il a fait, allant jusquâ€™Ã les tourner en dÃ©rision. En effet, un haut responsable de lâ€™armÃ©e burundaise se dit Ã©tonnÃ© et outrÃ© par les mobiles avancÃ©s par les 4 officiers pour justifier le comportement. Car, pour lui, tout baigne au pays et de ce fait, tous les discours alarmistes sur le Burundi ont pour vocation unique de diaboliser le pays et son prÃ©sident. Ces propos brillent, et câ€™est le moins que lâ€™on puisse dire, par l cynisme. En effet, tout le monde sait, en tout cas les gens de bonne foi, que les disparitions forcÃ©es, les tortures et les dÃ©tentions les plus arbitraires se conjuguent au prÃ©sent de lâ€™indicatif au pays de lâ€™omnipotent et omniscient Nkurunzi Nkurunziza sait que sâ€™il redevient un citoyen ordinaire, il est un client potentiel pour les tribunaux Et nul ne peut jurer, au Burundi, dâ€™Ãªtre Ã lâ€™abri. Pas mÃªme les partisans du pouvoir. Car, la suspicion y est ambiante, la dÃ©lation aussi. De c nâ€™importe qui Ã la place de ces jeunes soldats, pourrait Ãªtre tentÃ© de sâ€™abstenir de regagner la gÃ©henne que reprÃ© Burundi depuis que Pierre Nkurunziza a dÃ©cidÃ© de briguer le mandat de tous les dangers. En tout Ã©tat de cause, le refus de certains Casques bleus burundais de rentrer au bercail au terme de leur mission Ã lâ€™Ã©tranger, sonne comme une mauvaise publicitÃ© qui vient sâ€™ajouter Ã tant dâ€™autres pour Pierre Nkurunziza. Et lâ€™on peut parier que ce ne sera pa derniÃ¨re. Ce dâ€™autant que le satrape, pour prÃ©server son trÃ´ne, semble disposÃ© Ã ne pas lÃ¢cher du lest. La politique donc de lâ€™autruche a de beaux jours au Burundi. De ce point de vue, le 3emandat risque de ne pas Ãªtre le dernier et ce, dâ€™autant plus que Nkurunziza sait que sâ€™il redevient un citoyen ordinaire, pour lâ€™ensemble de ses basses Å“uvres, il e client potentiel pour les tribunaux de son pays, voire pour les tribunaux Ã©trangers, Ã lâ€™image de celui qui vient de faire rendre gorge Ã lâ€™ancien prÃ©sident tchadien, HissÃ¨ne HabrÃ©. Et pour revenir au cas des jeunes soldats burundais qui rechignent Ã rentrer au bercail, lâ€™on peut se demander si, en plus des raisons quâ€™ils invoquent, lâ€™on ne peut pas ajou fait quâ€™ils nâ€™ont aucun avenir au Burundi tant que Pierre Nkurunziza sera au pouvoir. DÃ©jÃ lâ€™ONU, pour signifier so face aux excÃ¨s du rÃ©gime, a pris la dÃ©cision de rapatrier dans leur pays, tous les Casques bleus burundais. Et ce signal fort onusien pourrait Ãªtre lâ€™entame dâ€™une sÃ©rie de mesures punitives contre la dictature de Nkurunziza. Malheureusem le peuple burundais pourrait en prendre un coup car le risque est grand quâ€™en voulant abattre le margouillat, lâ€™on ne touche lâ€™arbre auquel il est accrochÃ©.